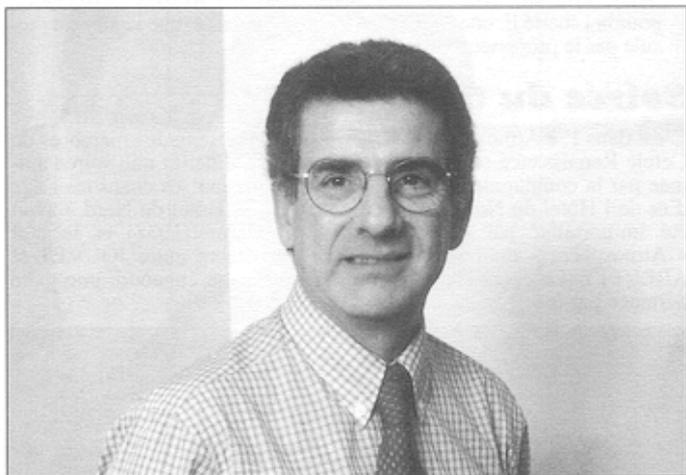


Cette rubrique, dirigée par notre ami Jacques BOURDU, trace les chemins qui mènent à une économie de liberté.

Les promesses de l'euro : Tout était faux.



Jean-Jacques ROSA

Jean-Jacques ROSA, économiste, est professeur des universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris où il dirige un DESS de finance et le programme de MBA qu'il a créé en 1993. Il est président de l'Association pour l'Indépendance Monétaire de la France. Auteur de nombreux articles dans les revues scientifiques françaises et étrangères et de divers ouvrages sur l'économie de la santé, des retraites et les politiques économiques (« Le rapport Rosa », Bonnel, 1983), il vient de publier « Le second XX^e siècle » (Grasset, 2000).

La création du nouveau produit monétaire qu'est l'euro ne date pas d'hier : il a été mis en place il y a plus de trois ans, en janvier 1999. La nouveauté de janvier 2002 a simplement consisté à en rendre l'usage obligatoire dans toutes les transactions des douze pays de l'Euroland, la zone économique et politique qui a l'originalité de se définir par une monnaie et une banque centrale.

Les années écoulées depuis lors nous permettent ainsi de juger de façon expérimentale les caractéristiques et les conséquences de la monnaie unique. Celle-ci a été lancée comme un produit de grande consommation, à grand renfort de propagande, et aux frais des contribuables. La publicité officielle attribuait par avance des vertus exceptionnelles à la nouvelle monnaie : l'Euro devait être « fort » (c'est-à-dire cher) vis-à-vis des autres devises et en particulier du dollar, ce qui était censé, selon les avocats de la monnaie unique, favoriser l'emploi et la croissance ; l'Euro devait aussi s'affirmer presque immédiatement comme le rival du dollar en tant que premier instrument de réserve et de transactions au plan international ; il devait également obliger à la convergence les conjonctures nationales jusque là relativement indépendantes les unes des autres ou même divergentes ; il devait de surcroît constituer pour l'Europe un « bouclier » contre les aléas de la conjoncture économique et boursière auxquels l'Amérique resterait exposée ; il devait enfin parachever l'unification du grand marché européen en assurant une convergence complète des prix et une transparence parfaite dont bénéficierait le consommateur qui pourrait désormais comparer d'un coup d'œil les prix d'un même article à Hambourg et à Palerme, à Bruxelles et à Madrid.

Les critiques de l'Euro avaient beau répéter qu'aucune de ces allégations n'était crédible ou raisonnable, en théorie économique comme en pratique, leur message était inexorablement noyé sous le déluge publicitaire alimenté par Bruxelles et les gouvernements nationaux.

Et puis on a vu. Dès les premiers mois la monnaie unique perdait plus de 20 % de sa valeur face au dollar, ce qui constitue indiscutablement une « dévaluation compétitive », procédé que les responsables européens avaient jusque là condamné avec la plus extrême sévérité. Fort heureusement d'ailleurs car c'est ce qui permit à la croissance de l'Euroland de repartir et autorisa la dégrue du chômage. Sans aucune pudeur, les pro-euro, qui avaient toujours préconisé l'euro « fort » se réjouissent bruyamment de la faiblesse de leur nouvelle monnaie, ce qui donne la mesure du sérieux de

leurs argumentations. La reprise était en réalité une condamnation sans appel de la thèse absurde de l'euro cher, comme facteur d'emploi et de croissance.

On a vu aussi que le rôle international de l'euro n'a pas dépassé celui qu'occupaient ensemble le mark, le franc, la lire et les autres devises nationales dont il prenait la place. Et rien n'indique que ce rôle doive augmenter à l'avenir.

Il en va de même de la prétention à unifier les conjonctures des pays membres : les rythmes d'expansion sont restés très différents entre l'Irlande et le Portugal d'un côté, l'Allemagne et la France de l'autre, par exemple, et plus récemment l'Allemagne est entrée en récession tandis que l'économie française continuait de croître au ralenti et que l'Irlande poursuivait plus vigoureusement sur sa lancée. Ces divergences conjoncturelles sont inévitables et subsisteront – en dépit de la monnaie unique – dans la mesure où les spécialisations nationales évoluent différemment et se renforcent avec le développement des échanges, ce qui induit une divergence croissante des conjonctures.

Quant au trop fameux et ridicule « effet de bouclier », conjoncturel et boursier, on a dû très vite constater qu'il appartenait au domaine du fantasme et de l'attrape-nigauds.

Pis encore pour l'effet tellement vanté de convergence des prix. Les commentateurs ont dû constater, à leur grande surprise, que les tarifs automobiles et bancaires continuaient de différer d'un pays à l'autre, Euro ou pas Euro. C'est que ces écarts, comme le savent les économistes compétents, dépendent de facteurs autres que monétaires : structures compétitives des industries, coûts de transports et de transactions, divergences des réglementations et fiscalités locales. Ajoutons à cela le maintien de coûts différentiels de retrait des Euros dans les banques qui fait que les touristes ne sont pas non plus exonérés des frais de transactions monétaires lors de leurs déplacements en Europe.

Là encore le démenti apporté par les faits aux arguments de vendeurs à la sauvette des eurocrates est complet, et sans ambiguïté aucune. La seule ligne de défense des pro-euros est de soutenir que le lancement de la monnaie unique a été un « triomphe » parce que tous les citoyens des pays membres l'ont adoptée. Mais le « triomphe » était facile et d'ailleurs prévu puisque l'usage de l'euro est obligatoire.

Le seul résultat positif de cette odyssée monétaire a été de fixer les parités de change entre les Douze. Mais il se transformera probablement en inconvénient majeur au fil du temps quand les évolutions divergentes des économies nationales réclameront des adaptations de prix que les variations de change permettent d'obtenir plus rapidement et à moindre coût social que les corrections longues et douloureuses opérées par différenciation des taux d'activité et d'emploi, c'est-à-dire la récession pour les uns et la surchauffe pour les autres.

Les campagnes de publicité massives qui ont accompagné la mise en place de l'Euro reposaient toutes sur des argumentations mensongères fallacieuses. Chacun est désormais en mesure de constater qu'aucune des promesses faites au départ n'a été tenue. Et les inconvénients les plus sérieux sont devant nous, à l'occasion des prochains avatars de croissance. Il est encore trop tôt pour que l'opinion dans son ensemble conçoive l'erreur de politique économique qui vient d'être commise ou comprenne la nécessité d'un retour à une gestion monétaire nationale indépendante. Mais aucune réforme n'est inscrite dans le marbre, comme nous l'a montré à l'évidence l'épisode des nationalisations de 1982 suivies quatre ans plus tard de privatisations que les socialistes eux-mêmes ont reprises à leur compte et amplifiées par la suite. Le passage de l'Euro au franc fait donc partie des retournements auxquels il faut réfléchir dès à présent. La tâche ne sera pas plus complexe que le passage du franc à l'euro. Le débat n'est pas clos. Il commence (1).

Jean-Jacques ROSA

(1) Il a fait l'objet d'un colloque organisé par l'Association pour l'Indépendance Monétaire de la France, à l'Assemblée Nationale, le 16 novembre dernier, et intitulé « Le passage à l'Euro : Une consécration illusoire ? ».